

## « De l'impossibilité de parler de l'Afrique »

Allocution de l'ancien président fédéral d'Allemagne

Prof. Dr. Horst Köhler

Journées africaines, Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche

Berlin, 18 mars 2014

*Translation en français, texte original en allemand*

### I.

Permettez-moi de commencer en levant un malentendu : Horst Köhler n'est pas un spécialiste de l'Afrique. C'est en 2000, tout juste nommé à la tête du Fonds monétaire international, que je me suis rendu la première fois sur le continent, emportant dans mes bagages des dossiers et de savants concepts préparés par mon équipe. Mais, peu à peu, les nombreux échanges que j'ai eus avec des chefs d'État et de gouvernement, avec des parlementaires, avec des chefs d'entreprise, des paysans et des artistes, avec des hommes et des femmes ordinaires m'ont obligé à comprendre, *m'ont donné la chance* de comprendre deux choses : premièrement, que la réalité africaine est autrement plus complexe qu'elle ne semble l'être sur le papier. Deuxièmement, que dans 90 % des cas, le titre de « spécialiste de l'Afrique » relève soit de la flatterie, soit de la surestimation de soi. Toutes les personnes que j'ai rencontrées en savaient beaucoup plus sur l'Afrique que ce que je ne pourrai jamais comprendre. Plus j'en apprenais sur l'Afrique, plus je m'apercevais de l'ampleur de ce qui me restait à apprendre. Ce sentiment ne m'a jamais quitté – et j'en suis heureux. C'est pourquoi j'aimerais utiliser le temps de parole qui m'est imparti aujourd'hui pour – eh bien, pour contredire Ludwig Wittgenstein, qui, il y a près d'un siècle, terminait son œuvre fondamentale, le *Tractatus*, par ces mots : « *Sur ce dont on ne peut parler, il faut se taire.* » J'ai intitulé mon intervention : « De l'impossibilité de parler de l'Afrique ». J'aimerais parler des difficultés que me posent notre discours sur l'Afrique, notre vision de l'Afrique, et donc, ne pas me taire sur ce sujet – sinon, les trente prochaines minutes seraient plutôt ennuyeuses pour vous.

Toute réflexion sur l'Afrique commence par les images que nous en avons en tête. Quand on parle de l'Afrique, on pense souvent d'abord à des mots qui commencent par un C : crises, conflits, catastrophes, corruption, sans oublier les guerres et les maladies... Henning Mankell écrit à ce propos : « Si l'on s'en tient à l'image qu'en donnent les mass-médias, on sait tout sur la manière dont les Africains meurent et rien sur la manière dont ils vivent. » La journaliste Veye Tatah déplore que « la vie quotidienne, ordinaire, des Africains a rarement droit de cité dans les articles ou les reportages, les protagonistes actifs sont toujours l'Occident 'secourable', et les bénéficiaires passifs de l'aide généralement les Africains. » Un correspondant allemand en Afrique couvre en moyenne 33 pays et ce, dans des régions difficiles d'accès, avec un budget déplacement réduit et de faibles connaissances en langues. Dans ces conditions, quel peut-être le degré de précision, de compréhension, de nuanciation des articles et reportages ?

Pour le film, en revanche, qui se sert fréquemment du cliché des vastes steppes et des spectaculaires couchers de soleil, l'Afrique n'est souvent que le décor des peines de cœur des Blancs, où, les Africains ne sont, comme le dit l'écrivain américain d'origine nigériane Uzodinma Iweala, « que des accessoires dans l'imaginaire que l'Occident projette de lui-même. » Son compatriote, le grand Chinua Achebe, déconseille vivement de ne voir dans l'Afrique qu'un support de projection de l'Europe, un « décor et arrière-plan, qui évacue l'Africain en tant que facteur humain ».

Bien entendu, nous pouvons et nous *devons* nous affranchir des stéréotypes sur l'Afrique, mais pouvons-nous vraiment échapper à nos schémas d'interprétation eurocentriques ? *Notre* définition de l'Afrique ne peut en effet être qu'incomplète, notre interprétation de l'Afrique que déformée ; et nous devons comprendre que notre vision de l'Afrique en dit plus sur nous-mêmes que sur l'Afrique.

Et même ceux d'entre nous qui cherchent délibérément à obtenir des informations ne se contentant pas de perpétuer les mythes connus sur l'Afrique ne peuvent se libérer du fardeau de l'histoire qui pèse si lourdement sur nos épaules d'Européens. Il y a longtemps que notre discours blanc sur l'Afrique a perdu son innocence. Nous devons à nouveau en prendre conscience.

La conscience historique, c'est avoir connaissance de la conférence de Berlin, qui commença ici, dans la Wilhelmstraße, par une journée enneigée de novembre 1884, il y a donc exactement 130 ans. Organisée par Bismarck, elle posa les bases de la division coloniale de l'Afrique et attribua au roi des Belges une propriété privée taillée sur mesure, le Congo, un territoire gigantesque de 2,3 millions de km<sup>2</sup>. Après quoi, on estime que dans les années qui suivirent, plus de 10 millions de personnes périrent dans l'un des plus grands crimes contre l'humanité de l'ère moderne.

La conscience historique, c'est porter notre regard sur l'histoire du Rwanda, où les autorités coloniales, d'abord allemandes, puis belges, transformèrent les groupes sociaux existants, peu structurés, en ethnies hiérarchisées, les Hutu et les Tutsi, afin de pouvoir mieux organiser leur système de domination. Cela déboucha en 1994, il y a donc exactement 20 ans, sur le génocide brutal dont furent victimes plus de 800 000 hommes, femmes et enfants.

La conscience historique, c'est se souvenir du génocide des Hereros, qui commença en 1904, il y a donc exactement cent dix ans, par l'« ordre d'extermination » donné par l'officier prussien Lothar von Trotha.

La conscience historique, c'est savoir que pendant la Guerre froide, l'Afrique a été le jouet des grandes puissances, qui l'ont ensuite brutalement laissée tomber quand cette Guerre froide a pris fin.

Il faut le dire sans ambages : d'un point de vue historique, le fil rouge qui sous-tend les relations avec l'Afrique n'a rien d'un partenariat, à plus forte raison d'une amitié, c'est le fil rouge d'un *traitement comme objet*. Comprenez-moi bien : il ne s'agit pas d'autoflagellation de l'Occident, peut-être pas non plus de culpabilité, et encore moins d'une grossière imputation de la responsabilité des problèmes actuels. Il en va bien plus d'une sensibilisation à ce passé chargé que nous avons en commun. C'est l'intuition que de nombreuses attitudes coloniales et postcoloniales sont encore vivantes, certaines de manière inconsciente, en sommeil, certaines de manière ouverte

et éhontée. Voir dans l'Afrique un objet, la traiter comme telle, avons-nous vraiment cessé de le faire ? Ai-je, *moi-même*, cessé de le faire ?

Non, je ne suis pas un spécialiste de l'Afrique, je ne peux pas non plus l'être. Dans notre discours européen, dans notre discours *eurocentrique* sur l'Afrique, il y a donc toujours quelque chose d'oublié, quelque chose qui déforme, quelque chose qui restreint, qui borne ; c'est là la première impossibilité.

## II.

La deuxième impossibilité, Mesdames, Messieurs, c'est le légendaire Ryszard Kapuściński, le journaliste polonais célèbre pour ses reportages sur l'Afrique, qui la définit ainsi : « Ce continent est trop vaste pour être décrit. C'est un véritable océan, une planète à part, un cosmos hétérogène et immensément riche. Nous disons 'Afrique', mais c'est une simplification sommaire et commode. En réalité, à part la notion géographique, l'Afrique n'existe pas. »

Et même dans son acception géographique, la notion d'Afrique peut manquer de précision – entendons-nous par là le continent dans son ensemble, Afrique du Nord comprise ? Ou bien pensons-nous à l'Afrique subsaharienne ? Pouvons-nous vraiment résumer en ce seul mot d'« Afrique » ce qui, au simple plan géographique, englobe des géants territoriaux comme la République démocratique du Congo, et des micro-États comme le Burundi, des pays côtiers riches en ressources naturelles, et des pays enclavés qui en sont démunis, des pays situés au cœur du désert et des îles dans l'océan ? Au-delà de la géographie, l'idée que nous nous faisons de l'« Afrique » peut-elle vraiment appréhender la réalité sociale complexe de ce continent ? Les vingt pays au monde ayant la plus grande diversité ethnique se trouvent tous en Afrique. Aucun continent ne regroupe plus de religions ou de langues que l'Afrique.

Le respect que commande la diversité de ce continent est tel que notre discours sur l'Afrique doit apprendre l'humilité.

Sans humilité, toute tentative de généralisation, qu'elle s'exprime par des affirmations, des conclusions, des jugements sur l'Afrique, se soldera par une forme bâclée et pathétique de vérité sélective. L'Afrique échappe à ces certitudes et vérités absolues dont nous sommes si friands, surtout dans le milieu politique et les médias. L'Afrique n'est pas faite pour les adeptes de l'univocité.

On s'en rend compte quand on écoute les grands récits sur l'Afrique, qui actuellement rivalisent entre eux.

Il y a par exemple, depuis quelques années, le nouveau motif du « continent des opportunités », qui essaie de faire oublier l'image négative du « continent des crises ». Et, bien sûr, il n'est pas faux du tout de parler aujourd'hui de l'Afrique comme de la nouvelle région en croissance du monde, de raconter l'histoire du continent des opportunités, de parler des nouveaux lions africains, du miracle économique africain. Pendant les dix premières années de notre millénaire, six des dix économies nationales connaissant la croissance la plus rapide se trouvaient en Afrique, un grand nombre d'entre elles affichant des taux de croissance de 7 % et plus, qui ne peuvent que faire rêver l'Europe. La dette extérieure de l'Afrique est passée de 63 % du PIB en 2000 à 25 % en 2010, une performance en matière de stabilité macro-économique qui aurait depuis longtemps

réglé la crise de l'euro. Mais ce récit ne reflète, lui aussi, qu'une part de la vérité, car il reste bien entendu de nombreux pays dont l'économie n'est pas en plein essor, mais en friches, et que même dans les pays dynamiques, la croissance ne bénéficie que trop rarement à la population. Malgré le développement de la classe moyenne, on estime que 4 % seulement des Africains ont un revenu supérieur à 10 USD par jour. La croissance, c'est surtout celle des inégalités extrêmes. Mais alors, qu'est-ce que l'« Afrique » ?

Et oui, on a tout à fait raison de dire que l'Afrique n'a jamais été aussi urbaine. La population des villes augmente deux fois plus vite que celle des campagnes. La liste des villes de plus d'un million d'habitants compte 32 villes européennes, mais 46 villes africaines. La population de Lagos, au Nigeria, a été multipliée par quarante en soixante ans ; avec une population officiellement estimée à 21 millions d'habitants, la ville est aujourd'hui l'une des plus grandes mégapoles de la planète. Mais on a aussi raison quand on fait remarquer qu'environ 70 % des Africains vivent en milieu rural et que la proportion de ruraux dans la population pauvre est encore plus élevée. On a aussi raison de souligner que c'est encore en milieu rural que se trouvent les défis majeurs à relever dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'énergie, etc. Mais alors, qu'est-ce que l'« Afrique » ?

Et oui, on a bien entendu raison de souligner que c'est encore en Afrique que se trouvent la plupart des États fragiles du monde, que de nombreux pays africains sont débordés, instables et déchirés, et ce, de façon chronique. Bien entendu, il y a aussi les criminels de guerre, les despotes, les insatiables, que la disparition de la pauvreté n'intéresse nullement et qui n'ont d'yeux que pour le solde de leurs comptes offshore. Et, bien entendu, il y a l'exclusion, la répression ou les lois abominables adoptées récemment contre les minorités sexuelles, qui vous crèvent le cœur et font douter de l'humanité de notre espèce. Mais justement, il y a aussi les braves, les défenseurs des droits de l'homme, les militants anti-corruption, une société civile de plus en plus forte, qui gagne en assurance ; les femmes, qui luttent pour la paix, et les personnes handicapées, qui s'engagent de plus en plus en faveur de l'inclusion, et les petits groupes de paysans, qui donnent de la voix pour exiger le respect de leurs droits ; ce sont eux tous qui sont l'Afrique ; et ils ne s'accrochent pas tous béatement aux basques d'un modèle de prospérité occidentale, mais défendent leur conception africaine d'une vie dans la dignité. Et ils existent aussi, ces responsables politiques africains comme Nelson Mandela qui, par l'ampleur de sa vision politique et sa capacité de réconciliation, était un modèle, pas seulement pour l'Afrique, mais pour la façon de faire de la politique, dans le monde entier. Mais alors, qu'est-ce que l'« Afrique » ?

Et, enfin : toute affirmation sur l'Afrique d'*aujourd'hui* doit sous-entendre que l'Afrique de *demain* sera autre, car aucune autre population au monde n'augmente plus rapidement que celle de l'Afrique. Si je me laisse entraîner à une généralisation sur l'Afrique, ce sera la suivante : l'Afrique est le continent de la jeunesse. Elle est déjà le continent le plus jeune – la moitié des Africains sont âgés de 18 ans ou moins (chez nous, en Allemagne, cet âge, appelé l'âge médian, est de 45,7 ans). D'ici 2050, la population africaine aura doublé et dépassera les 2 milliards d'habitants. L'Afrique représentera alors à nouveau un cinquième de la population mondiale, comme c'était le cas jusqu'en 1500, avant que l'esclavage, les pandémies importées, puis le colonialisme, ne viennent considérablement réduire sa population. Après avoir contredit Wittgenstein, j'aimerais donc réserver le même sort à Hegel, qui écrivait que l'Afrique n'était « pas un continent d'histoire », qu'elle « ne montr[ait] ni changement ni développement ». Déjà, à l'époque, cette phrase ridicule n'était que fausse, archifausse, et elle ne pourrait pas être plus fausse aujourd'hui. L'Afrique d'aujourd'hui est un continent en perpétuel changement, sans cesse

en mouvement. Quand on se donne la peine d'y regarder de plus près, on constate un mouvement de transformation d'ampleur historique dans un continent qui marquera de son empreinte l'histoire du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais, c'est vrai, c'est une transformation pleine d'ambivalences. Parler de l'Afrique, c'est savoir supporter les contradictions et les paradoxes. Parler de l'Afrique, c'est comprendre que l'Afrique change beaucoup plus vite que l'image que nous nous faisons d'elle.

C'est pourquoi nous devons cesser de concevoir secrètement le développement comme un critère culturel, abandonner ce vestige du colonialisme. Plus les cultures africaines ressemblaient à la culture européenne, plus elles étaient considérées comme évoluées. Est-ce que cela a vraiment changé ? Plus les schémas de son évolution nous sont familiers et plus nous nous reconnaissons dans l'Afrique, plus nous sommes confiants dans son avenir. Mais le développement n'est pas une machine à copier, pas plus qu'il ne progresse de façon linéaire. D'ailleurs, la notion de développement n'est pas non plus valable comme jugement moral. Pouvons-nous imaginer une modernité africaine sans la concevoir comme l'aboutissement d'une évolution linéaire vers une prospérité au sens occidental du terme, imprégnée de technologie et mesurable à l'aune du produit national, mais comme quelque chose de pluraliste, qui s'épanouirait dans de multiples directions, comme une cohabitation du local et du mondial, de la tradition et de l'innovation, bref : comme une modernité africaine *sui generis* ? Et ensuite, si l'on pousse encore la réflexion, cela pourrait peut-être déboucher sur une conception du développement qui ne classerait pas les pays en « pays en développement » et « pays développés », mais qui montrerait clairement que nous avons partout besoin d'un développement, d'une transformation de nos sociétés, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest ? Une telle conception nouvelle du développement, qui pourrait s'orienter à la transformation majeure à laquelle la pénurie de ressources naturelles et le changement climatique nous confronteront tous bientôt, pourrait aussi donner naissance à une nouvelle vision du rapport de l'Europe à l'Afrique. Un rapport qui, en dépit de toutes les asymétries, permettrait des relations d'égal à égal, loin de toute attitude paternaliste ou donneuse de leçons. Alors, la question ne serait plus simplement « Qu'est-ce que l'Afrique peut apprendre des Européens », mais aussi « Qu'est-ce que l'Europe peut apprendre des Africains ? ».

Et, voilà que nous passons des impossibilités aux possibilités. En effet, s'il est impossible de parler de l'Afrique – parce que notre vision de ce continent est inévitablement restreinte par notre eurocentrisme, et qu'à part la notion géographique, l'Afrique n'existe pas – que nous reste-il alors ? Il ne nous reste plus qu'à parler non de l'Afrique, mais de nous et de notre place dans le partenariat avec l'Afrique. Et il nous reste à parler, non pas *de* l'Afrique, mais *avec* les Africains – j'y reviens dans un instant.

### III.

Mais, parlons d'abord de nous et de ce que nous devons faire chez nous. Je ne suis pas le seul intervenant aujourd'hui et je me limiterai donc à quelques exemples.

Premièrement : je pense que nous devons situer notre politique africaine également dans le contexte d'une conception positive de la mondialisation, l'intégrer dans une orientation fondamentale vers les valeurs de la politique étrangère allemande. Jamais par le passé les nations et les peuples n'ont été aussi interdépendants. Ce qui n'est pas bon pour le monde, ce qui n'est pas bon pour l'Afrique, à long terme, ce n'est pas bon non plus pour l'Allemagne et pour l'Europe – et inversement. Nous devons donc enfin mettre de nouveau plus l'accent sur le contexte structurel,

qui freine le développement positif de l'Afrique : notre système de production et de consommation actuel repose souvent sur la délocalisation des coûts sociaux et écologiques vers l'Asie et l'Afrique. C'est en Afrique que notre contribution au changement climatique est la plus lourde de conséquences. Notre politique agricole n'aide pas l'Afrique à prendre en main sa sécurité alimentaire, notre politique énergétique doit adopter une perspective globale, et nous devons investir un capital politique bien plus important afin de créer enfin un système commercial international équitable et propice au développement. Nombre de ces questions seront également abordées dans le cadre du développement des Objectifs du Millénaire des Nations unies, le programme de développement pour l'après-2015. Je suis très heureux que la chancellerie fédérale, mais aussi des autres ministères responsables accordent une grande priorité à ce processus. L'Allemagne peut assumer un rôle important pour ce changement de paradigme dans la politique internationale, sur la voie d'un véritable partenariat mondiale.

Deuxièmement : intensifions le partenariat germano-africain, surtout là où nous pouvons le faire bénéficier de nos bonnes expériences. Bien entendu, impossible ici de ne pas penser à l'éducation, le premier de tous les thèmes clés pour l'avenir de l'Afrique. Félicitations, professeur Wanka, pour la participation très active de votre ministère dans ce domaine. Il faut mettre un accent nouveau sur la qualité de l'enseignement primaire, mais aussi de l'enseignement secondaire et supérieur, et en particulier aussi de la formation professionnelle. Je me félicite à ce propos des initiatives du ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche et du ministère de la Coopération économique et du Développement. En Afrique, le système éducatif fait face à des défis énormes, à la hauteur de la croissance, énorme elle aussi, de la population jeune du continent. En même temps, la meilleure éducation ne sert à rien s'il n'y a pas d'emplois. Effectivement, le secteur privé n'a jamais été un moteur aussi puissant du développement de l'Afrique qu'aujourd'hui. J'aimerais que les entreprises allemandes s'impliquent encore plus et de manière plus audacieuse, en particulier les petites et moyennes entreprises. Les PME allemandes ont en effet non seulement une excellente réputation en Afrique, mais leur entrepreneuriat, marqué par un fort ancrage local et la responsabilité sociale, peut donner un élan important pour la mise en place d'un ordre économique inclusif en Afrique. Je suis souvent étonné de voir tout ce que l'on peut réaliser en combinant l'expertise allemande et l'esprit d'entreprise africain, par exemple dans le domaine de l'approvisionnement décentralisé en énergie.

Et troisièmement : un proverbe africain dit : « Méfie-toi de l'homme nu qui te propose des habits ». Et hélas, nous sommes bien nus, nous Européens – avec notre morale à deux vitesses et l'hypocrisie commode vis-à-vis des problèmes de l'Afrique, dont nous étions et sommes aussi responsables. Nous devons enfin reconquérir notre crédibilité.

Prenons la corruption : la lutte contre la corruption n'est pas une voie à sens unique. La corruption en Afrique a aussi le visage des représentants de grands groupes occidentaux et porte des numéros de comptes en banque européens. Nous devons donc aussi parler du capitalisme des kleptocrates, qui spolie principalement l'Afrique de capitaux dont les sommes obscènes dépassent le montant de l'aide au développement dont bénéficie le continent. Cet exode des capitaux profite aussi aux banques européennes, où les despotes africains et les grands groupes pratiquant l'évasion fiscale amassent leurs milliards. Mettre enfin de l'ordre dans le système financier international et assécher les paradis fiscaux, voilà qui serait crédible !

Prenons la pollution de l'environnement : tous les beaux discours sur la croissance verte en Afrique ne peuvent pas faire oublier que ce sont aussi des sociétés étrangères qui se soucient

comme d'une guigne de leurs déchets. Je rappellerai simplement la catastrophe écologique survenue dans le delta du Niger, où des vastes régions ont été polluées, et en même temps les grandes compagnies pétrolières ne laissent dans le pays qu'une infime partie de leurs profits qui se chiffrent en milliards. Enfin prendre au sérieux les normes environnementales et créer des chaînes logistiques durables et contrôlables, voilà qui serait crédible !

Les relations avec l'Afrique sont emblématiques de la morale à géométrie variable à l'œuvre dans la politique internationale et c'est un domaine où elles pourraient permettre de surmonter ce travers de manière exemplaire. En effet, l'Afrique s'est aperçue depuis longtemps que l'empereur n'a pas d'habits. Et il y a longtemps qu'elle a commencé à prendre de l'assurance, au plan économique, politique et culturel, et n'est plus disposée à se laisser berner politiquement. La nouvelle Afrique cherche des interlocuteurs crédibles, honnêtes et sérieux. L'Europe, l'Allemagne sont-elles prêtes à être ces interlocuteurs ?

#### IV.

J'en arrive ainsi à la deuxième façon de parler, non *sur* l'Afrique, mais *avec* l'Afrique. Nous devons cesser de donner des leçons, de juger, nous devons apprendre à écouter, développer une culture du dialogue d'égal à égal. Après un passé placé sous le signe de la rapacité européenne, l'Afrique a maintenant besoin d'un avenir fait de curiosité européenne, elle a moins besoin de nos réponses que de nos questions, aussi de nos questions à nous-même. Pour cela, il faut que nous fassions entendre, beaucoup plus que par le passé, les voix africaines dans nos discussions allemandes – et je suis heureux qu'aujourd'hui on peut accueillir des invités de si haut rang comme vous, commissaire Ikounga, et vous, ministre Broohm. Je vous encourage à découvrir la littérature, la culture, l'art africains, ne plus parler seulement avec les responsables politiques, mais aussi avec les artistes, les militants, les femmes rurales, les exclus, nous devons aller en Afrique, et aussi, espérons-le, à un niveau politique élevé et ressentir sur place cette renaissance africaine contradictoire, pluraliste et donc, en fin de compte, ineffable.

Nous pourrions alors assister à la naissance d'une nouvelle conception du partenariat. « Aider à se prendre en charge », « autonomisation » ou « appropriation », toutes ces expressions ne doivent pas rester des formules creuses ou, à plus forte raison, servir d'alibis à l'indifférence vis-à-vis de l'Afrique, mais au contraire être le point de départ du dialogue et la mesure de notre *propre* action. L'autonomisation africaine, c'est donc avant tout *un engagement de notre part* : l'engagement de ne pas organiser notre coopération et notre appui dans la méconnaissance des priorités de nos partenaires, de prendre au sérieux les solutions africaines et de soutenir les forces et les potentiels existant en Afrique. Nous ne savons pas tout mieux que tout le monde. Cela vaut dans le domaine de la coopération au développement comme dans celui de la politique de sécurité.

Pratiquer une culture du dialogue ne signifie pas ne pas avoir d'attentes. Écouter, ne signifie pas se condamner à se taire. Bien entendu, les gouvernements africains doivent se préoccuper eux-mêmes et plus que par le passé de l'État de droit, de la lutte contre la corruption et de la justice sociale ; bien entendu, il faut s'opposer quand l'Afrique fait de l'Occident le bouc émissaire de ses propres erreurs et, bien entendu, « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Mais ce n'est que lorsque nous étions ces attentes par notre propre crédibilité et lorsque le respect et la relation d'égal à égal ne seront plus des mots creux, que l'interlocuteur pourra aussi remplir de manière convaincante l'exigence d'autodétermination. C'est précisément

parce que l'Europe ne prend pas le partenariat avec l'Afrique suffisamment au sérieux qu'elle sous-estime souvent ses partenaires, par arrogance ou par ignorance, que nous permettons à certains gouvernements africains d'adopter la posture commode de la victime passive et de cacher leur propre hypocrisie en dénonçant la nôtre.

Ce que je nous souhaite, c'est donc que nous identifions ce défaut d'optique du monde occidental. Que nous laissions ébranler nos certitudes. Que nous ne fassions pas de nos critères la mesure de toutes choses. Que nous apprenions à comprendre l'Afrique dans son propre contexte. Que nous transformions en force productive les irritations et frictions qui en résultent. Que nous écoutions, écoutions sans cesse. Et que nous mettions des habits.

Si nous prenons cela à cœur, il pourra y avoir du respect, du respect mutuel et du respect pour le passé, puis de la confiance, de la confiance mutuelle et de la confiance en l'avenir.

Mesdames, Messieurs,

Vous vous en souvenez, je voulais contredire Wittgenstein. Faut-il se taire sur ce dont on ne peut parler ? Non. L'impossibilité de parler de l'Afrique ne doit pas nous emmurer dans le silence, mais au contraire nous amener à résolument emprunter de nouvelles voies de dialogue et de coopération. Ce dont nous avons besoin dans les relations germano-africaines, c'est une nouvelle modestie dans notre attitude et une nouvelle passion dans notre action. Ce dont nous avons besoin, ce n'est rien d'autre qu'un changement culturel dans notre politique africaine, un changement qui tienne compte des bouleversements historiques que connaît actuellement l'Afrique et qui prenne enfin au sérieux l'importance mondiale de ce continent. Un tel changement culturel exigera de nous un certain nombre de choses : de l'autocritique, une vue nuancée, de la patience, un peu de courage – et la volonté politique de mettre effectivement en pratique le changement d'attitude.

Wittgenstein écrivait dans son journal : « On ne peut vouloir sans faire. »

Je trouve que là, il a raison.